

Beaucoup à dire et à faire encore. . .

Pas un document du genre ne peut prétendre contenir toutes les réponses, ni même aborder toutes les questions. Mais le but est de lancer la discussion, non de la clore. L'intention est de favoriser un débat dans lequel les Canadiens peuvent formuler des jugements raisonnés et imprimer une direction à leur gouvernement.

Le Canada est un petit pays selon les normes de l'Asie-Pacifique, avec un pouvoir limité d'agir de son propre chef ou d'influencer les autres. Mais il ne fait aucun doute que ce qui se passe dans cette région du monde peut avoir des conséquences énormes et durables pour les Canadiens. Donc, la question est la suivante : quelle est la meilleure façon pour les Canadiens, par l'intermédiaire de leur gouvernement ou autrement, de collaborer avec les populations de l'Asie-Pacifique pour promouvoir leurs objectifs, c'est-à-dire prospérité, sécurité et projection des valeurs canadiennes?

La création d'institutions pourrait être une solution. Les Canadiens participent à l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. L'Asie-Pacifique a-t-elle besoin d'une institution semblable? Ou les traditions asiatiques de bilatéralisme discret suffisent-elles à garantir la paix et à régler les conflits? L'ASEAN, avec ses rencontres et regroupements secondaires, représente une sorte d'accord de sécurité en devenir? Ou l'intérêt du Canada envers la création d'institutions témoigne-t-il d'un vieil eurocentrisme dépassé en Asie?

Une autre façon pour le Canada de participer consiste à redéfinir ce qui le préoccupe. Si la terminologie des «droits de la personne» inspire la suspicion dans les cercles gouvernementaux asiatiques, peut-être les Canadiens parviendraient-ils aux mêmes fins en parlant et en agissant en fonction de la «sécurité humaine». C'est une expression ayant une portée considérable qui a déjà été lancée dans des discours de ministres canadiens; elle dirige l'attention, selon beaucoup, là où il le faut : non pas sur la sécurité des États et des gouvernements, mais sur la sécurité et les moyens d'existence des populations et des collectivités, c'est-à-dire leur environnement, leur sécurité économique et la liberté contre l'exploitation et la persécution, et leur participation aux activités de leur propre gouvernement. Fait révélateur, il s'agit d'un concept de sécurité élargie et globale bien connu en Asie. Il tient compte des menaces non militaires pour la sécurité (catastrophes naturelles, calamité économique, violence civile). Dans certains pays asiatiques, créer ce genre de sécurité est souvent ce qu'on appelle renforcer la résistance nationale, une entreprise économique, sociale et politique au sein de laquelle la coopération internationale est de plus en plus acceptée.